

La surenchère législative

De la période Sarkozy ne restera finalement qu'une surenchère législative.

La loi sur la sécurité intérieure de mars 2003 en est tout à fait symptomatique : le ministre présente son projet de loi comme « celui de la France des oubliés, des pauvres, des plus modestes, de tous ceux dont la vie quotidienne est devenue un enfer ».

En réalité, cette loi stigmatise les jeunes avec la création d'un délit de stationnement dans les halls d'immeubles, transforme les prostituées en délinquantes pour les retirer des trottoirs avec la création d'un délit de racolage passif, ou encore instaure un délit de mendicité...

De même, à un an de l'élection présidentielle, pour rassurer l'électorat d'extrême droite en prétendant lutter contre l'immigration, la loi du 24 juillet 2006, en s'en prenant au regroupement familial, remet en cause le premier vecteur d'intégration sociale que constitue la vie en famille. Avec le risque de voir se développer des familles réunies dans l'illégalité et dont les membres ne sont ni régularisables ni expulsables. Un exemple de plus d'une loi démagogique aux effets pervers.